

Consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2016**-- Réponses de l'UNIDEN --*****Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?***

L'UNIDEN estime, au même titre que la CRE, qu'il n'y a pas d'urgence particulière à opérer ce changement. Nous pensons que cette question devra être traitée dans le cadre de l'ATRT6 et en relation avec les évolutions futures de l'ATS. Selon Storengy, ces coefficients dissuaderaient les expéditeurs de souscrire plus de stockage que leurs obligations. Nous pensons en fait que l'impact de ces coefficients est tout à fait marginal au regard des conditions de marché (spread hiver/été très bas) et des coûts importants de stockage. En outre, tant que la sécurité d'approvisionnement de la France reste basée (en bonne partie) sur un niveau élevé d'obligations de stockage (NB : ce qui nous distingue fortement et négativement des pays voisins), cette nouvelle proposition susceptible de réduire l'anticipation des acteurs ne va pas dans un sens cohérent avec le dispositif encore existant.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface transport – stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

L'UNIDEN encourage les initiatives conjointes de Storengy et GRTgaz dans le cadre du projet de Nomination Unique. Nous saluons également le travail de réflexion mené par GRTgaz pour la simplification du mécanisme d'allocation des capacités aux PITS. Le nouveau produit est intéressant par sa simplification mais également au niveau de sa gestion opérationnelle.

Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1er avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeur, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?

A l'instar de la CRE, L'UNIDEN n'est pas favorable à une commercialisation trop hâtive de cette capacité. Outre le fait que ce produit n'a pas été présenté en Concertation Gaz, il est clair que, si il devait finalement être retenu après mûre réflexion, il constituerait alors un des éléments de réponse « régionale » (càd entre TSOs adjacents) au dossier majeur mais délicat de l'odorisation. Rappelons que l'investissement pour décentraliser en France l'odorisation a été estimé à environ 650 M€, qui seraient très essentiellement à la charge du consommateur français (tout en dégradant la sécurité du système gazier de notre pays...). Or quel serait le but d'un tel investissement ? Ce serait d'éviter que le gaz naturel odorisé de façon centralisée en France (comme en Espagne et au Portugal) ne « pollue » en cas de reverse flow les procédés chimiques industriels raccordés en Transport dans un pays adjacent (procédés qui consomment le gaz comme matière première). L'idée de la décentralisation pouvait donc paraître bonne a priori, mais un tel montant d'investissement est totalement inenvisageable pour répondre à de rares cas de reverse flows aux frontières allemande et belge ...et d'autant plus qu'on sait qu'il existe des solutions nettement moins coûteuses pour y répondre, ...solutions qui –en outre-- sont la plupart du temps déjà en place à l'entrée des procédés! La priorité est donc de poursuivre et développer le dialogue avec les TSOs des pays adjacents pour trouver des solutions locales de bon sens voire progressives, avant de prendre trop rapidement une initiative lourde susceptible d'ouvrir une « boîte de Pandore ».

Au-delà de cette réticence, L'UNIDEN n'a jamais été demandeur de cette commercialisation et nous ne comptons pas souscrire ce produit. Nous souhaiterions d'ailleurs pouvoir comprendre en Concertation Gaz comment sont réalisées les hypothèses de souscription dans le cadre de nouveaux produits de ce type et l'impact en termes tarifaires.

Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ? Dans l'affirmative, quelles évolutions de l'indicateur proposeriez-vous ?

L'UNIDEN n'est pas opposé à un renforcement de l'incitation financière si elle permet in fine une réduction pour la collectivité (l'incitation financière doit permettre de diminuer in fine le tarif en encourageant la performance). L'UNIDEN est bien entendu toujours favorable aux propositions qui vont dans le sens d'une amélioration de l'équilibrage du réseau, à condition qu'ils n'augmentent pas mécaniquement les tarifs ni n'engendrent de biais concurrentiels. Nous souhaitons d'ailleurs comprendre, lors de la réunion de Concertation Gaz demandée par la CRE d'ici fin 2015, quelles sont exactement les facteurs qui ont causé la diminution de la performance des mesures aux PITD (l'augmentation de jours de non-conformité).

Question 5 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur portant sur la fiabilité de l'indicateur de stock en conduite projeté ?

L'UNIDEN est très favorable à la création d'un indicateur sur la fiabilité des données du SEC. Nous entendons la fiabilité au sens large : qualité et ponctualité des informations partagées. Nous souhaiterions également que les GRT qui proposent un service de flexibilité basé sur leur stock en conduite intègrent dans leur plateforme d'information un espace spécifique dédié à l'éligibilité du service. En effet, nous pouvons trouver sur la plateforme Datagas de TIGF les différents seuils alors que cette information n'est disponible que graphiquement sur SmartGRTgaz. Nous souhaiterions donc pouvoir connaître la valeur numérique des seuils de GRTgaz.

Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ?

L'UNIDEN partage l'analyse de la CRE que des programmes de maintenance trop conservateurs peuvent induire des coûts de couvertures importants pour les expéditeurs avec pour conséquence des coûts évitables pour le consommateur final. Nous sommes donc favorables à une incitation financière sur ce point (effectivement guère envisageable pour déjà 2016 donc à planifier pour la révision de l'ATRT6). Bien entendu il faudra veiller à ce que cette incitation, positive pour les opérations des shippers, n'impacte pas négativement le consommateur final.

Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou propositions concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?

Pas de commentaires particuliers.
